

Face aux urgences sociales rompre avec l'austérité !

Quelques heures après les annonces d'entrée en récession de la France et du recul historique du pouvoir d'achat, François Hollande, au retour de Bruxelles, s'est exprimé devant la presse.

Une bonne nouvelle : *La crise financière serait derrière nous, les causes seraient régulées et jugulées selon le président de la République !*

Les salariés, dont le pouvoir d'achat a subi un recul historique, ceux qui subissent au quotidien les licenciements et les fermetures d'entreprises, le chantage aux salaires, la précarité... ne s'en sont pas aperçu, les chômeurs et les retraités non plus !

Ils attendent toujours des réponses, un changement de cap pour répondre à leurs préoccupations immédiates : les salaires, l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, des mesures contre les injustices et l'exclusion, la démocratie, des droits nouveaux dans les entreprises, la relance économique.

EN LIEU ET PLACE DE TOUTES CES LÉGITIMES EXIGENCES, QU'ONT-ILS ENTENDU ?

► Qu'il faudrait diminuer les dépenses, c'est ce qu'on appelle poursuivre l'austérité

Au moment où l'investissement dans l'emploi et les missions de services publics est réduit, l'annonce de nouvelles aides aux entreprises privées, par l'argent public est une provocation.

Pire, François Hollande confirme l'abandon de participations de l'État dans des entreprises publiques stratégiques. Il brade ainsi le patrimoine qui appartient à la Nation. Il acte clairement une nouvelle vague de privatisations, au risque de casser de vrais potentiels industriels qui font toujours leurs preuves.

Les salariés sont en droit d'attendre des solutions concrètes qui pérennisent les entreprises et l'industrie en France. La CGT se prononce pour la recherche, l'innovation et le développement de nouvelles filières en cohérence et complémentarité avec celles existantes. De l'argent pour l'investissement productif est à trouver ailleurs. Nous savons où le trouver : près de 30 000 milliards de dollars ne vont pas à l'investissement mais à la spéculation dans des paradis fiscaux connus de tous, y compris au cœur de l'Europe ! Ces sommes sont à comparer avec l'annonce de possibles 6 milliards d'euros pour l'emploi des jeunes en Europe, à partager entre 27 pays. C'est une goutte d'eau dans l'océan des besoins.

► Qu'il faudrait aller plus loin dans la déréglementation du marché du travail

En parallèle, le Président explique qu'il faut baisser la rémunération du travail qui pèserait sur la compétitivité des entreprises ! La CGT entend imposer par les mobilisations des salariés une autre répartition des richesses.

Ce qui coûte, c'est la rémunération du capital et des actionnaires. **Le travail ne coûte pas, il rapporte de l'argent à l'entreprise et à la société.**

Depuis 1985, la part des dividendes versées aux actionnaires est passée de 5 à 25 % des richesses créées par le travail des salariés.

Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros par an pour les investissements productifs, l'emploi, le financement de la protection sociale et la diminution du déficit public.

Les mesures compétitivité/emploi vont accentuer encore la part qui revient aux entreprises et favoriser les politiques de bas salaires au détriment des besoins des salariés, de la relance par la consommation, du financement la protection sociale. **Il est urgent, au contraire, d'augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.**

Plus que jamais, l'exigence de relever le Smic à 1 700 euros est un impératif économique et social. Sur le sujet, le silence présidentiel est assourdissant !

► Qu'il faudrait une nouvelle réforme des retraites

En revanche, sur les retraites, le Président est plus loquace pour nous annoncer de nouveaux sacrifices qu'il entend nous imposer en plein cœur de l'été. Curieuse conception ! Il y aurait du temps pour le dialogue sur divers sujets, mais pas pour les retraites.

L'allongement de la durée de la vie est présenté comme un inconvénient alors que vivre plus longtemps est un progrès et doit permettre aux salariés d'avoir une vie après le travail.

Les femmes et les hommes seraient-ils condamnés à n'avoir pour seul but dans une vie que le travail ?

Alors que le chômage touche toujours plus de femmes et d'hommes, on voudrait nous faire travailler plus. L'argent pour financer la protection sociale existe, la CGT a des propositions qu'elle entend faire valoir.

- 1% d'augmentation des salaires = + 2,5 milliards d'€ ;
- égalité salariale femmes/hommes = + 4 milliards d'€ ;
- 100 000 emplois créés = + 1,3 milliard d'€ ;
- lutte contre le travail illégal = + 6 milliards d'€ ;

CE QU'IL FAUT, C'EST CHANGER DE CAP !

Alors que la Confédération européenne des Syndicats, avec ses 85 organisations affiliées, prône un changement de cap et la fin des politiques d'austérité en Europe, les réponses apportées par François Hollande tournent le dos à cette exigence. Elles répondent, au contraire, immédiatement à l'injonction faite la veille par le président de la Commission européenne.

Après avoir accordé à la France, deux années supplémentaires pour ramener son déficit public dans les clous européens, il exigeait : « Ces deux années devront être mises à profit pour accélérer les réformes structurelles ».

Le message présidentiel est clair, le changement... c'est pas pour maintenant.

Le message des salariés doit être aussi clair.

Leur irruption massive dans les luttes et les mobilisations, à partir de leurs exigences, dès maintenant, est la condition du changement auquel ils aspirent.

Maintenant, agissons pour nos emplois, nos salaires, nos retraites.

Maintenant intervenons pour nos droits, l'emploi industriel, les services publics.

Maintenant organisons-nous, syndiquons-nous.

**Maintenant, tous ensemble dans l'entreprise, la localité,
construisons les mobilisations gagnantes.**

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort.

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Courriel :

Âge : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**